

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2020

Volume XXI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Édouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

DÉCONSTRUIRE LE MOMENT KURDE : ENTRE PANKURDISME, FRAGMENTATION ET ADVERSITÉ GÉOPOLITIQUE

PAR

BORIS JAMES (*)

Entre 2003 et 2019, les sociétés et les mouvements politiques kurdes sont passés par nombre de vicissitudes heureuses tout autant que dramatiques. Dans cet intervalle, les commentateurs ont surtout retenu l'idée de leur essor généralisé bien que relatif. Pléthore de journaux plus ou moins grand public et de revues scientifiques ont ainsi affiché titres et manchettes filant la métaphore de l'« élévation », de la « montée en puissance », du « sursaut » ou du « réveil » des Kurdes (1). Pointant du doigt l'exceptionnalité de la nouvelle configuration politique, sociale, économique et géostratégique des Kurdes, certains invitaient, de manière plus ou moins allusive, à saisir l'avènement d'un « moment kurde » (2), une sorte de « nouveau départ », voire une « revanche de l'histoire » après tant de désillusions (3).

De fait, entre 2003 et aujourd'hui, les organisations kurdes les plus puissantes sont parvenues à mettre en place des institutions politiques autonomes, voire relativement souveraines en Iraq, en Turquie et en Syrie. Ces constructions para-étatiques impliquaient pour les mouvements politiques kurdes la conquête d'un nombre important de prérogatives, parfois entérinées par les autorités des États centraux. L'année 2015 semble cependant marquer le début d'un reflux de cette expansion. En quelques années, alors que les populations et les formations politiques kurdes avaient connu quelques déconvenues majeures, journalistes et

(*) Chercheur associé au Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centrasiatiques (CETOBaC, UMR 8032) de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS, France).

(1) Ofra Bengio (dir.), *The Kurdish Awakening: Nation Building in a Fragmented Homeland*, Austin, University of Texas Press, 2014, 368 p. ; Hamit Bozarslan (dir.), « Les Kurdes : puissance montante au Moyen-Orient », *Anatoli*, n° 8, automne 2017, 329 p.

(2) La conclusion de l'ouvrage d'Ofra Bengio, *op. cit.*, est intitulée « The Kurdish Momentum » (p. 269-283). Voir aussi Dorothée Schmid, « Introduction : le moment kurde », introduction au dossier « Kurdistan(s) », *Politique étrangère*, n° 2, 2014, ainsi que « Le moment kurde », *Revue des Deux Mondes*, septembre 2018.

(3) Pour Jordi Tejel, c'est la mémoire des traités non appliqués de la fin de la Première Guerre mondiale, des déconvenues politiques du XX^e siècle (République de Mahabad, soutien avorté des États-Unis au mouvement national, etc.), qui a pu construire l'illusion d'un « moment kurde », où les promesses de souveraineté longtemps repoussées étaient enfin réalisées. Voir Jordi Tejel, « Le Rojava : heurs et malheurs du Kurdistan syrien », in Hamit Bozarslan (dir.), *Les Kurdes : puissance montante, op. cit.*, p. 133-151.

chercheurs s'interrogeaient sur la « fin du moment kurde » (4). Les Kurdes seraient-ils montés si haut pour chuter aussi bas ? La fin annoncée du moment kurde représenterait-il une buttée historique indépassable ou un simple obstacle sur la voie inéluctable de l'indépendance ? Dans un Moyen-Orient où tout se trouve en perpétuelle reconfiguration, les regards évolutionnistes et contre-évolutionnistes restent bien insatisfaisants. Sans pour autant renier la fécondité de certaines métaphores, nous souhaitons nuancer ici la raideur de la pente et la sévérité de la chute.

Connu dès l'ère médiévale comme le repère de populations indociles, le Kurdistan ou Pays des Kurdes, n'a jamais été unifié sous une même autorité. Rébellion, brigandage et répression ponctuelle de la part des puissances impériales y ont prévalu. Le démantèlement de l'Empire ottoman vers 1920 scella la division du Kurdistan en quatre « parties » intégrées aux nouveaux États nationaux syrien, turc, iraquien et iranien. Cet événement marqua également les prémices de la « question kurde ». Les divers mouvements politiques kurdes qui émergèrent étaient en butte avec ces nouvelles constructions politiques. Rendez-vous manqués, soulèvements étouffés dans le sang et massacres ont scandé l'histoire kurde du XX^e siècle.

Un rappel succinct des vicissitudes du mouvement national kurde au XX^e siècle nous permettra d'envisager la multiplicité des « moments kurdes » et d'appréhender ce qu'a représenté cette longue phase historique pour les organisations politiques kurdes et l'engagement éventuel des populations kurdes à leurs côtés. Dans un deuxième temps, nous tenterons d'entrer dans la complexité de ce qui a été appelé « le moment kurde », c'est-à-dire l'avènement de formes de proto-souverainetés kurdes en Iraq, Turquie et Syrie. En quoi cette phase a-t-elle été originale et cruciale dans le cadre de la longue histoire du mouvement national kurde ? Au-delà de la question de la construction nationale, qu'a-t-elle représenté du point de vue de l'inscription culturelle, sociale, politique et économique des populations kurdes ? Il convient d'insister sur l'extrême diversité des expériences politiques à l'œuvre dans les Kurdistan. Enfin, les derniers développements de la scène kurde amènent à nuancer l'idée d'un irrépressible essor kurde. La permanence de la fragmentation politique kurde, le renouveau de l'adversité géopolitique régionale et de l'apparente trahison des grandes puissances semblent assombrir encore une fois un ciel qui faisait mine de se dégager depuis le début des années 2000. Pour autant, faudrait-il interpréter ces difficultés comme une impasse ou une chute ?

(4) Après l'annonce du retrait américain de Syrie, une critique du journal *Le Monde* (en ligne : https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/12/29/la-fin-du-moment-kurde_5403392_3232.html, consulté le 6 mars 2020) et un entretien conduit par France Culture (<https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/moyen-orient-le-moment-kurde-est-il-passe>, consulté le 6 mars 2020) portaient les titres suivants : « La fin du "moment kurde" ? » (29 décembre 2018) et « Le moment kurde est-il passé ? » (28 janvier 2019). Tous deux portaient un regard inquiet sur les mondes kurdes.

RÉSISTANCES, RÉVOLUTIONS ET TRAGÉDIES KURDES AU XX^e SIÈCLE***Le démembrement de l'Empire ottoman :
aux sources de la « question kurde »***

La « question kurde » contemporaine est née du démembrement de l'Empire ottoman en 1920. De ce fait, elle doit être appréhendée sur la longue durée à travers une double lecture : la construction transfrontalière d'un mouvement kurde et l'évolution de l'intégration des communautés kurdes au sein de chacun des États qui émergeaient dans la région (Turquie, Iraq, Iran, Syrie).

Sujets ottomans depuis le XVI^e siècle, les émirs kurdes étaient parvenus à imposer une sorte d'autonomie en échange de leur ralliement à l'Empire. À la fin du XIX^e siècle, la Sublime Porte, tout comme l'État Qadjar iranien, mit à bas les principautés kurdes dans un effort victorieux de centralisation (5). Les quelques insurrections du début du XX^e siècle, menées par les rejetons des princes du Kurdistan ottoman ou par de charismatiques chefs tribaux ou confrériques, ne firent pas plus trembler l'Empire que la nouvelle république de Turquie ou les pouvoirs mandataires britannique et français qui lui succédèrent.

Alors que l'on retient surtout le désir d'indépendance et les révoltes kurdes, notables, militaires et intellectuels kurdes connaissaient, à l'heure du démantèlement ottoman, une très grande diversité d'inscriptions identitaires et politiques. La montée en puissance des nationalismes requérait la généralisation au sein de toutes les sociétés de définitions identitaires claires. Toutefois, alors que certains notables kurdes tinrent fermement leur position aux côtés des Turcs face aux troupes françaises, italiennes et britanniques, d'autres défendaient la revalorisation de la place des Kurdes au sein de l'Empire, la création d'un Kurdistan autonome ou indépendant ou encore contribuaient efficacement à la séparation des territoires irakiens et syriens de l'espace turc.

Ainsi, à la suite de la défaite militaire ottomane de 1918, des notables kurdistes, en dépit de leur manque d'expérience dans l'action nationaliste, arrachèrent dans le traité de Sèvres de 1920 la promesse de la création d'un État kurde au côté d'un État arménien (6). C'était sans compter l'évolution des réalités du terrain et des rapports de force régionaux et internationaux. Dans un sursaut nationaliste, l'armée turque dirigée par

(5) Sabri Ateş, *The Ottoman-Iranian Borderlands. Making a Boundary, 1843-1914*, New York, Cambridge University Press, 2013, p. 31-86 ; Wadieh Jwaideh, *The Kurdish Nationalist Movement, its Origins and Developments*, New York, Syracuse University Press, 2006, p. 54-76 ; Boris James, « The rise and fall of the Kurdish Emirates (15th-19th century) », in Hamit Bozarslan, Cengiz Gunes zet Veli Yadirgi (dir.), *The Cambridge History of the Kurds*, à paraître.

(6) Djene Rhys Bajalan, « Between conformism and separatism: a Kurdish students' association in Istanbul, 1912 to 1914 », *Middle Eastern Studies*, vol. XLIX, n° 5, 2013, p. 805-823 ; Jordi Tejel-Gorgas, *Le Mouvement kurde en exil. Continuités et discontinuités du nationalisme kurde sous le mandat français en Syrie et au Liban (1925-1946)*, Berne, Peter Lang, 2007.

Mustafa Kemal Atatürk, s'appuyant sur le manque de prise des notables kurdistes (souvent stambouliotes) avec les populations locales, regagna du terrain face aux troupes occidentales, dont certaines (françaises et italiennes) quittèrent les zones turco-kurdes. Cet épisode marque la fin des initiatives internationales autour de la création d'un État-nation kurde. Il n'en fut plus question dans le traité de Lausanne de 1923 (7). Oscillant entre sympathie et défiance vis-à-vis des Kurdes, les Français et les Britanniques se montrèrent surtout soucieux de fixer la frontière entre la Turquie naissante et leurs zones d'influence respectives en Syrie et en Iraq. Bien qu'ouvrant de nombreux espaces d'expression culturelle kurde, les puissances mandataires ne permirent à aucun moment l'avènement de formes de souveraineté kurde. Tout au plus avaient-elles permis l'organisation en exil d'une contestation kurde au régime kémaliste (8).

En Turquie, la répression des révoltes kurdes des années 1920-1930 par l'État central prit une dimension particulièrement meurtrière, avec l'usage de l'aviation militaire et de gaz de combat contre les populations civiles. En Iraq, le cheikh Mahmoud Barzinji, un temps l'homme des Britanniques, fut finalement écarté lorsqu'il se prétendit « Roi du Kurdistan », parvenant à fédérer notables citadins et tribus kurdes locales (9). Ces soulèvements disparates, nés parfois d'ambitions personnelles, familiales ou tribales, trouvaient surtout leur origine dans un malentendu : l'idée selon laquelle la différence kurde pourrait se faire une place politique et culturelle dans des espaces majoritairement turcs et arabes, sous couvert de la solidarité islamique ou du parlementarisme libéral. Craignant les effets déstabilisateurs de ces soulèvements, les États de la région (Turquie, Iraq et Iran) se dotaient d'outils de coopération sécuritaires spécifiques lors de la signature du traité de Saadabad de 1937. Cela n'empêcha pas de nombreux remous en Iraq, entre 1943 et 1946.

De la République kurde de Mahabad de 1946 à l'insurrection barzaniste de septembre 1961 : ancrage du mouvement national

En cette même année, une initiative kurde transfrontalière éphémère s'ancra dans l'Iran voisin. Quelques troupes militaires tribales kurdes, pour la plupart venues d'Iraq, convergèrent vers la région de Mahabad. Elles appuyaient la mise en place de la République du même nom, sous la houlette d'une famille de cheikhs naqshbendis originaire du Kurdistan central, les Barzani, déjà célèbres pour les soulèvements qu'ils avaient menés contre les Britanniques et les Ottomans au début du siècle en Iraq. Ces soldats,

(7) Paul Dumont, *Mustafa Kemal invente la Turquie moderne*, Bruxelles, Complexe, 2006, 221 p.

(8) Robert Olson, « The second time around: British policy toward the Kurds (1921-22) », *Die Welt des Islams*, vol. XXVII, n° 1/3, 1987, p. 91-102.

(9) Robert Olson, *The Emergence of Kurdish Nationalism and the Sheikh Said Rebellion, 1880-1925*, Austin, University of Texas Press, 1989, 229 p. ; Martin van Bruinessen, *Agha, Shaykh and State. The Social and Political Structures of Kurdistan*, New Jersey, Zed Books Ltd, 1999, p. 265-306 ; Eli Amariyo, « The dual relationship between Kurdish tribalism and nationalism », in Ofra Bengio (dir.), *The Kurdish Awakening...*, *op. cit.*, p. 63-80.

leurs tribus, des notables traditionnels et des intellectuels kurdes parfois influencés par le marxisme, s'alliaient en vue de la mise en place d'un État national kurde. La République de Mahabad put voir le jour, à la faveur de l'affaiblissement de l'État central iranien, alors qu'il était *de facto* un condominium russo-occidental, de l'épuisement militaire des grandes puissances et du soutien de l'Union soviétique, qui prétendait promouvoir coûte que coûte « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » (10).

Moment parmi les moments kurdes, la République de Mahabad, dont les institutions furent bien rudimentaires, permit cependant la refondation de la culture politique kurde. D'une part, les militants kurdes se dotaient alors d'organisations efficaces et fédératrices, comme le Parti démocratique du Kurdistan (PDK). D'autre part, le mouvement national kurde s'armait d'emblèmes dont il ne se départit plus jamais : un drapeau multicolore (*ala rengîn*), un hymne national (*Ey Reqîb !*), une armée de combattants héroïques, les Peshmergas (littéralement, « ceux qui vont au-devant de la mort »). Plus important encore, l'aventure de Mahabad se conclut par son lot de drames et de martyrs. Ceux-ci hantent encore l'histoire mythique du mouvement. Abandonnés par leurs parrains soviétiques, qui souhaitaient surtout consolider l'expérience concurrente de l'Azerbaïdjan communiste voisin, les fondateurs de la République durent faire face à l'armée du shah d'Iran. Les plus téméraires, à l'instar du président Qazi Muhammad, ne se rendirent pas et furent pendus en place publique. L'armée kurde défaite se lança dans une longue marche à travers la frontière de l'Union soviétique (11). Mullah Mustafa Barzani qui la dirigeait endossa le rôle de *leader* charismatique. Partageant avec son peuple la révolution et le drame, la famille Barzani assumait bientôt une sorte de monopole sur le mouvement national kurde pour les décennies qui suivirent. À travers elle, mais pour une période moins longue, c'est l'URSS qui tenait fermement en main la carte kurde. De fait, le mouvement national kurde est marqué jusque dans les années 1960-1970 par une orientation socialisante et anti-atlantiste lui permettant de créer des ponts avec les mouvements communistes et socialistes turcs, arabes et iraniens, dont les organisations nassériennes.

C'est donc sans surprise que l'arrivée au pouvoir d'une junte militaire visant à l'établissement d'une République progressiste en Iraq hâta le retour des troupes kurdes en 1958. Célébrant la chute de la monarchie, l'avènement de la démocratie et l'amitié entre Arabes et Kurdes, les populations kurdes, leur parti et leur chef, Mustafa Barzani, soutinrent le nouveau dirigeant, Abd al-Karim Qassem. La promesse de l'établissement d'une zone kurde autonome entretenait cette bonne entente. À partir de 1959, sous la pression des nationalistes arabes et pour éviter de partager le

(10) William Eagleton Jr., *La République kurde*, Bruxelles, Complexe, 1992, 232 p.

(11) Hussein Tahiri, « The nostalgic republic: the Kurdish republic of 1946 and its effect on Kurdish identity and nation building in Iran », in Ofra Bengio (dir.), *The Kurdish Awakening...*, *op. cit.*, p. 253-269.

pouvoir, Qassem revint sur ses positions conciliantes envers les Kurdes et sur l'autonomie (12).

L'avènement d'un nationalisme arabe triomphant et intransigeant en Iraq et en Syrie, de même que les prises de position centralistes (sur fond d'« antiféodalisme ») des partis communistes au Moyen-Orient à la fin des années 1950, tout comme la très forte répression qu'ils subissent, ont eu en partie pour conséquence l'autonomisation de l'engagement nationaliste kurde. Seule l'adhésion aux idéaux marxistes de libération des peuples et d'égalité sociale rapprochaient encore militants politiques kurdes et arabes, notamment autour de la cause palestinienne. L'extrême minorisation des Kurdes dans les pays arabes prend cependant le dessus. La différence kurde y est totalement niée : les Kurdes sont exclus de l'histoire et du récit national en tant que groupe différencié, notamment dans les manuels scolaires ; la toponymie locale est arabisée. Par ailleurs, des politiques démographiques d'arabisation sont mises en place : en Syrie, on installe des populations arabes le long de la frontière avec la Turquie ; en Iraq, on expulse certains habitants kurdes des grandes villes mixtes et des populations rurales kurdes sont concentrées dans les villes collectives au moment des conflits militaires. Au moment du recensement syrien de 1962 plus de 100 000 Kurdes sont privés de la nationalité syrienne.

La scission entre gauches arabes, iraniennes, turques et kurdes provoqua donc l'apparition de nouveaux mouvements socialisants kurdes et de succursales du PDK en Syrie (1957) et en Turquie (1965) (13). Tenus fermement par les barzanistes, ils furent, dans un premier temps, les instruments efficaces des politiques transfrontalières de ces derniers.

À partir de septembre 1961, les partisans de Mullah Mustafa Barzani se soulevèrent contre l'État central iraquien. Le PDK changea ainsi de camp dans le cadre de la Guerre froide, se rangeant du côté atlantique. C'est le début d'une confrontation politique et militaire quasi ininterrompue pendant quarante ans entre partis nationalistes kurdes et États centraux nationalistes arabes. Sur cette base, certains cadres de gauche prirent leur distance avec le parti sans ébranler le moins du monde l'assise de Mullah Mustafa Barzani. Ce dernier parvint à s'attirer progressivement le soutien des États-Unis, d'Israël et de l'Iran. En affaiblissant l'Iraq, ces derniers souhaitaient, d'une part, contrer l'influence soviétique dans la région et, d'autre part, neutraliser un État arabe puissant engagé dans une opposition militaire à Israël. La position des autorités iraniennes était la plus ambivalente étant donné les liens de Barzani avec le PDK

(12) Ofra Bengio, *The Kurds of Iraq: Building a State Within a State*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2012, p. 1-27.

(13) Jordi Tejel, *Syria's Kurds. History, Politics and Society*, New York, Routledge, 2009, p. 38-59 ; Ahmet Alis, *The Process of the Politicization of the Kurdish Identity in Turkey: the Kurds and the Turkish Labor Party (1961-1971)*, mémoire de Master, Université de Bogazici, 2009 ; Hay Eytan Cohen Yanarocak, « A role of political consciousness: the rise of a nonviolent Kurdish political movement in Turkey », in Ofra Bengio (dir.), *The Kurdish Awakening...*, op. cit., p. 137-154.

local. L'Iran servait surtout de zone de repli et de préparation pour les opérations kurdes de l'autre côté de la frontière. Les États-Unis et Israël fournissaient dans un premier temps une aide humanitaire, puis dans un second temps des armes légères et lourdes en masse – le tout équivalant à plusieurs dizaines de millions de dollars par an – et même des instructeurs militaires. Le soutien se renforça après la signature en 1972 d'un traité d'amitié entre l'Iraq et l'Union soviétique.

***Les deux décennies noires (1980-2000) :
fragmentation et répression***

La séquence historique du soulèvement barzaniste place le mouvement national kurde dans une position ambiguë : position de force en raison de l'aide massive reçue et position de faiblesse à cause de la dépendance et des dissensions qu'elle occasionnait dans les milieux nationalistes (14). Par ailleurs, bien que le pôle barzaniste affichât des ambitions transfrontalières sur l'ensemble du Kurdistan, voire des objectifs pankurdistes, il déployait de manière quasi exclusive son action militante et militaire pendant plus de vingt années, en Iraq. Pour des raisons en partie opportunistes, il neutralisait l'activisme nationaliste kurde en Iran, en Turquie et en Syrie. Aussi, lorsqu'en 1975 l'Iran et l'Iraq, sous l'œil bienveillant des États-Unis, se réconciliaient autour d'un accord sur l'établissement des frontières (accords d'Alger), le mouvement kurde s'effondra-t-il. S'ouvrait alors une longue et douloureuse phase de recomposition pour le mouvement et pour les populations qui subirent de manière directe les représailles de l'État central.

Bien que bénéficiant d'un prestige immense, le noyau central barzaniste accusait le coup. Il subit, à la fin des années 1970, la perte de son *leader*, Mullah Mustafa Barzani, mort en exil aux États-Unis, et de son fils le plus charismatique, Idris. Le début des années 1980 est marqué par la fin de son monopole et par la fragmentation de la scène kurde transnationale. Les partis kurdes iraniens s'émancipaient de sa tutelle et appuyèrent le renversement du shah d'Iran. Le PDK d'Iran (PDKI) l'organisation sœur du mouvement barzaniste, connut son heure de gloire sous la houlette du brillant et charismatique docteur Abdul-Rahman Ghassemlou (15). L'aile gauche du PDK, composée d'intellectuels et d'anciens maoïstes menés par l'opposant de toujours, Jalal Talabani, émergea en premier du marasme au début des années 1980. Elle prit le nom d'Union patriotique du Kurdistan (UPK). De l'autre côté de la frontière, en Turquie, un autre mouvement, plus radical et pan-kurde, vit le jour, le Parti des travailleurs du Kurdistan ou PKK. Il était issu des différentes scissions du PDKT et des associations culturelles kurdes actives dans les années 1960-1970. Un groupe d'étudiants

(14) Ofra Bengio, *The Kurds of Iraq...*, *op. cit.*, p. 1-153.

(15) Nader Entessar, « The Kurds in Iran: the quest for identity », in Ofra Bengio (dir.), *The Kurdish Awakening...*, *op. cit.*, p. 233-251.

kurdes turcs, influencé par les gauches internationalistes marxistes léninistes et un peu par le nationalisme kurde, constituait le noyau du parti et se rangea vite sous les ordres d'un certain Abdullah Öcalan, dit Apo. Le mouvement survécut au coup d'État perpétré par les généraux turcs en 1980, grâce, notamment, au soutien syrien à la suite de la médiation de l'UPK, qui partageait le même agenda de gauche anti-impérialiste. Le PKK engagea son virage militaire en 1984 (16).

C'est dans ces années 1980-1990 que l'instrumentalisation transfrontalière de la question kurde atteint son paroxysme : l'Iran de Rouhollah Khomeini jouait la carte UPK et PDK contre l'Iraq de Saddam Hussein ; la Syrie de Hafez el Assad faisait de même et se servait en plus du PKK contre la Turquie. Ancrée dans un territoire en particulier, chacune des formations politiques kurdes concentrait son action de manière pragmatique sur celui-ci et mettait en avant des slogans politiques localistes – tels que « autonomie pour le Kurdistan et démocratie pour l'Iraq » –, tout en promouvant une culture pankurde, notamment dans le cadre de l'instruction des militants qui naviguaient de manière fluide entre les Kurdistan. À l'inverse, les guerres menées en interne par les États centraux contre chacun des mouvements kurdes prenaient parfois une dimension quasi génocidaire.

En Iran, le PDKI, après avoir appuyé le renversement du shah, se trouva vite en difficulté face à un Khomeini soucieux de réunifier son territoire et de faire taire toute contestation (17). La direction du PDKI fut décimée à la fin des années 1980 en raison d'assassinats ciblés et d'une campagne de contre-insurrection brutale. Le mouvement kurde d'Iran ne trouvait pas en Saddam Hussein un allié de poids (18).

En Iraq, la guérilla kurde contre l'État central se présentait comme une guerre dans la guerre, sur fond de confrontation avec l'Iran (1980-1989). Cette fin de XX^e siècle voit les pires exactions commises contre des civils kurdes d'Iraq. La campagne militaire d'*Anfal* (19) menée par Saddam Hussein, sous l'œil indifférent de ses alliés occidentaux et arabes, contre les mouvements armés et les populations kurdes entraîna la mort de plusieurs dizaines de milliers de personnes et la destruction d'environ 1 000 villages. Le comble de l'horreur est atteint en 1988, lorsque des gaz de combat sont utilisés dans la zone de Halabja, où plusieurs milliers de civils furent décimés en représailles de l'aide fournie par l'UPK aux troupes iraniennes. En 1991, la valse-hésitation des Occidentaux dans leur offensive contre Saddam Hussein, provoqua d'abord un nouveau soulèvement (*raparîn*) des

(16) Vera Eccarius-Kelly, *The Militant Kurds. A Dual Strategy for Freedom*, Santa Barbara, Praeger, 2010, 258 p. ; Paul White, *The PKK, Coming Down from the Mountains*, Londres, Zed Books, 2015, 200 p.

(17) Nader Entessar, « The Kurds in Iran: the quest for identity », in Ofra Bengio (dir.), *The Kurdish Awakening...*, op. cit., p. 233-251.

(18) Nader Entessar, « The Kurdish conundrum and the Islamic Republic of Iran, 1979-2003 », in Gareth Stansfield et Mohammed Shareef (dir.), *The Kurdish Question Revisited*, Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 307-319.

(19) Boris James et Jordi Tejel, *Les Kurdes en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2018, p. 195-198.

populations kurdes contre l'État central, puis leur exode (*koroj*) vers la Turquie et l'Iran dans des conditions très difficiles. Alors que les troupes américaines s'arrêtaient aux portes de l'Iraq, combattants et civils kurdes craignaient la vengeance de l'armée iraquienne et s'enfuirent (20).

En Turquie, à la même époque, une « sale guerre » se déroulait dans les régions kurdes entre le PKK, qui menait une guérilla clandestine, et les forces de sécurité turques qui raffinaient leur stratégie de contre-insurrection (21). Cette formule bien connue, notamment en Amérique du Sud, comptait son lot de manipulations, d'arrestations et d'exécutions sommaires extra-judiciaires et d'exactions contre les populations civiles prises en tenaille entre le PKK, d'une part, et l'armée turque, les forces de sécurité (JITEM et MIT) et les milices kurdes (*kurucu*) (22) supplétives de ces dernières ou encore les mouvements djihadistes locaux, d'autre part (23). L'économie et la politique de guerre contaminaient l'ensemble des sphères de la vie publique turque. La collusion entre classe politique dominante, officines sécuritaires, mouvances d'extrême droite, affairistes et mafia était patente. Les incarcérations et la torture à l'encontre des militants kurdes et de gauche atteignaient des niveaux industriels. Des milliers de villages d'Anatolie de l'Est furent vidés de leurs habitants et rasés (24). De son côté le PKK montrait son inflexible raideur à l'égard des collaborateurs de l'État central ou tout simplement envers ses rivaux sur la scène politique kurde.

À l'international, la dimension dramatique des événements du XX^e siècle plaçait alors la question kurde dans la catégorie des questions humanitaires. Cela lui valait l'intérêt sincère des opinions publiques occidentales, la sympathie des mouvements de gauche et une certaine considération officielle de la part des grandes puissances. Cette considération n'entraîna cependant que des réponses de type humanitaire. Ainsi, en 1991, la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU, interdisant le survol par l'armée iraquienne de la zone située au nord du 36^e parallèle, était une mesure humanitaire visant à protéger les populations civiles. Nous n'en négligeons pas, néanmoins, les conséquences politiques et économiques sur la longue durée. Toujours est-il que dans ces années 1990, aucune esquisse de solution politique globale ne fut envisagée, à l'instar des tentatives engagées autour du conflit israélo-arabe.

(20) *Ibid.*

(21) Mehmet Gurses, *Anatomy of a Civil War: Sociopolitical Impacts of the Kurdish Conflict in Turkey*, University of Michigan Press, 2018.

(22) Metin Gurcan, « Arming civilians as a counterterror strategy: the case of the village guard system in Turkey », *Dynamics of Asymmetric Conflict. Pathways Toward Terrorism and Genocide*, vol. VIII, n° 1, 2015, p. 1-22 ; Evren Balta, « The village guard system: counter-insurgency and local collaboration », in Alpaslan Özerdem et Matthew Whiting, *The Routledge Handbook of Turkish Politics*, New York, Routledge, 2019, p. 275-284.

(23) Mehmet Kurt, *Kurdish Hizbullah in Turkey: Islamism, Violence and the State*, Pluto Press, 2017.

(24) Joost Jongerden, « Village evacuation and reconstruction in Kurdistan (1993-2002) », *Études rurales*, n° 186, 2010, p. 77-100, et *The Settlement Issue in Turkey and the Kurds: An Analysis of Spatial Policies, Modernity and War*, Leiden, Brill, 2007, 354 p.

Les mouvements kurdes, quant à eux, souhaitaient à l'inverse internationaliser la teneur politique de la question kurde. En 1998, forcé, sous la pression turque, de s'exiler de Syrie d'où il dirigeait la guérilla du PKK jusqu'alors, Abdullah Öcalan échoua à mettre en lumière la problématique kurde. Après une épique « tournée diplomatique » en Europe (Russie, Biélorussie, Grèce, Italie), sous la contrainte, il fut kidnappé en 1999 au Kenya par les services de sécurité turcs et incarcéré dans l'île-prison d'Imrali.

La question kurde dans sa dimension politique impliquait la contestation de formes tenaces de « néo-westphalisme » dans le Moyen-Orient de la fin du XX^e siècle. En bref, s'attacher à la traiter déconstruirait à nouveau l'architecture des frontières, des souverainetés et surtout de l'édifice politique régional, péniblement élaborée au sortir de la Première Guerre mondiale. De manière implicite ce processus de remise en cause fut finalement enclenché au début de la décennie 1990, au Kurdistan d'Iraq par la mise en place d'une autonomie, voire une semi-indépendance *de facto* sous couvert de la protection humanitaire. Le contrôle des frontières, des administrations, de l'armée, de la police y est kurde. L'émergence d'une prospérité kurde commune fut néanmoins repoussée à plus tard par un environnement défavorable et les guerres fratricides entre PDK, UPK et PKK (25).

LE « MOMENT KURDE » SUR LA LONGUE DURÉE

Les premiers jalons : le gouvernement régional du Kurdistan d'Iraq

Il est évidemment impossible de connaître la tournure qu'aurait pu prendre la question kurde si les États-Unis, l'acteur politique et militaire le plus puissant au monde, n'étaient intervenus en Iraq. Le destin kurde aurait-il poursuivi sa course tragique et romantique ? Des mouvements nationaux dont le but ultime est de rendre visible et d'instituer un peuple auraient-ils pu se résigner à ne plus jouer ce rôle ?

Toujours est-il que, lorsque Madeleine Albright, la secrétaire d'État américaine, réunit Massoud Barzani et Jalal Talabani en 1998 pour la signature d'un accord de réconciliation à Washington, après la tentative française infructueuse de 1995 à Rambouillet, on est loin de se douter qu'une longue période de renforcement des mouvements kurdes est en train de s'ouvrir. Le plan, dont la mise en œuvre resta longtemps confidentielle, comprenait une entente sur l'arrêt total des hostilités inter-kurdes et une série de clauses concernant le partage du pouvoir et des revenus douaniers et pétroliers, ainsi que « la prise en compte des intérêts sécuritaires de la Turquie ». Cette dernière clause signifiait la marginalisation, voire

(25) Ofra Bengio, *The Kurds of Iraq...*, op. cit., p. 231-245.

la répression du PKK qui opérait en Iraq, parmi ses nombreux terrains d'action, depuis le début des années 1990 (26). Il y avait subi une défaite militaire face aux mouvements kurdes d'Iraq, mais était maintenu à flots par l'UPK. Le PKK, très affaibli après l'arrestation de son chef et en raison de la recomposition organisationnelle politique et idéologique qui s'ensuivit, de même que l'amorce de rapprochement turco-syrien, n'était pas en mesure de relancer son activité. La Turquie était confortée dans sa position de puissance régionale par les négociations d'adhésion à l'Union européenne (UE) et une croissance économique impressionnante. Cela permettait de tempérer son attitude vis-à-vis de la question kurde de manière générale et à l'égard des mouvements kurdes d'Iraq en particulier. Enfin, les États-Unis manifestaient une plus grande intransigeance vis-à-vis de Saddam Hussein, qu'ils avaient pourtant maintenu au pouvoir bon an mal an. En l'an 2000, les Kurdes d'Iraq étaient témoins d'un alignement des astres inédit.

En 2003, les troupes américaines donnaient le coup de grâce au régime de Saddam Hussein et entérinaient de manière indirecte la position favorable des Kurdes. En 2005, dans un Iraq dominé par les forces politiques arabes chiites, la nouvelle constitution gravait dans le marbre le statut d'exception de la région autonome du Kurdistan d'Iraq, en dépit de quelques points d'insatisfaction autour du revenu fédéral alloué à la région ou de la définition de ses frontières avec le reste de l'Iraq (27). Les acteurs politiques kurdes s'imposaient comme maîtres chez eux au Kurdistan et faiseurs de rois à Bagdad, où ils jouaient un rôle important dans la formation des coalitions gouvernementales. Ils jouissaient en outre d'une sorte de droit de veto sur les lois promulguées au Parlement iraquien. La région kurde connaissait alors un essor économique formidable, avec une croissance à deux chiffres jumelle de celle de la Turquie, investisseur, exportateur et importateur principal auprès du Kurdistan d'Iraq.

Le PKK et la Turquie : le rendez-vous manqué

En parallèle, en Turquie, dans un même mouvement d'intégration ou de réintégration de l'espace kurde, on assistait à une modération de la teneur intransigeante et nationaliste des politiques de l'État central turc. Ainsi, les formes d'expressions culturelles kurdes furent de plus en plus acceptées à partir du début des années 2000. L'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan et du parti islamo-conservateur, AKP (Parti de la justice et du développement), en mal d'alliés sur la scène nationale, accéléra ce processus de « visibilisation » des Kurdes, concordant en partie avec la marginalisation politique de l'armée et de l'État profond. Outre la libéralisation culturelle kurde, les mouvements politiques pro-kurdes, dont le Parti démocratique des Peuples (HDP), disposaient d'une marge de

(26) Hannes Černý, *Iraqi Kurdistan, the PKK and International Relations: Theory and Ethnic Conflict*, Londres, Routledge, 2017, 359 p.

(27) Ofra Bengio, *The Kurds of Iraq...*, *op. cit.*, p. 245-297.

manœuvre plus importante. Ils parvenaient à la tête de certaines grandes villes kurdes (Diyarbakir, Van, Batman, etc.) et mirent en place localement des politiques relativement opposées à la vision centraliste de l'État turc. De son côté, l'AKP, le parti du président Erdoğan, récompensé de cette esquisse de libéralisation, connaissait des succès électoraux notables en zone kurde (28).

La légalisation et les prémices de la légitimation d'une expression culturelle kurde et de formes d'organisation politiques kurdes en Turquie allaient de pair avec un double processus de rapprochement avec les Kurdes d'Iraq et d'apaisement avec le PKK. En dépit de négociations secrètes entre ce dernier et les services de renseignement turcs, la paix ne fut jamais conclue. Toutefois, on perçoit clairement à cette période la volonté de mettre en place une intégration politico-économique turco-kurde pérenne au service de l'influence de la Turquie dans la région, stratégie d'influence qui a fait ses preuves en partie.

À la faveur du conflit syrien, une autonomie kurde de facto

Dans la Syrie du début des années 2000, le rapprochement entre le régime de Bachar el Assad et la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan, met au contraire les populations et les mouvements kurdes en grande difficulté. Tombé en disgrâce à Damas, le PKK doit faire face à de nombreuses arrestations sous le chef d'accusation d'« activité terroriste contre un pays ami ». Alors qu'il avait pignon sur rue, il entre dans la clandestinité. En 2004, des émeutes menées dans les régions kurdes contre l'arbitraire du régime sont réprimées dans le sang. En dépit des drames endurés, ces premières années du XXI^e siècle marquent l'émergence et la mobilisation de la communauté kurde de Syrie, jusqu'alors maintenue sous le boisseau par le régime et le PKK (29).

Quelques années plus tard, à la faveur du conflit syrien, la branche locale du PKK, le Parti de l'union démocratique (PYD), l'organisation kurde la plus puissante dans ce pays, est parvenue à imposer son autorité sur les zones kurdes du nord-est syrien. En 2012, l'armée et les services de sécurité de Bachar el Assad, en proie à des soulèvements sur l'ensemble du territoire, se retirèrent d'une très grande partie des régions à majorité kurde et ne se maintinrent que dans quelques bases à Qamişlo et Hassakeh. Alors que bon nombre de Kurdes de Syrie avaient manifesté leur solidarité avec les soulèvements pacifiques dans le reste de la Syrie (Deraa, Homs etc.), le PYD/PKK neutralise et réprime les tentatives de convergence. Les autres mouvements et partis kurdes de Syrie rassemblés dans le Comité national kurde de Syrie (CNKS), qui s'étaient rapprochés de l'opposition à Bachar el Assad avant de se ranger sous l'autorité des Kurdes irakiens

(28) Nicole F. Watts, *Activists in Office: Kurdish Politics and Protest in Turkey*, University of Washington Press, 2010.

(29) Jordi Tejel, *Syria's Kurds...*, *op. cit.*

de Barzani, furent marginalisés. La militarisation de la révolte syrienne acheva de séparer les sphères arabes et kurdes. En 2013, le TEV-DEM ou mouvement de la société démocratique, l'instance englobant les institutions de gouvernance civile de la fédération de Syrie du Nord contrôlée par le PYD/PKK, déclara officiellement et unilatéralement l'autonomie du Rojava (Kurdistan de l'Ouest/de Syrie), composé de ses trois cantons : la Djéziré tout à l'Est, Kobane et Afrîn (30).

Se réclamant des idées d'Abdullah Öcalan, le PYD/PKK prône la mise en place d'un confédéralisme démocratique qui se veut anticapitaliste, anti-centraliste, féministe et écologiste. Par ailleurs, il affiche la volonté d'intégrer toutes les composantes linguistiques et confessionnelles des sociétés locales. Kurdes, Arabes, Turkmènes, Arméniens, Syriques, Assyriens, Arméniens, musulmans, chrétiens, yézidis sont censés avoir la même place au sein des institutions créées par le PYD (31). Au-delà de la foi dans l'avènement d'une véritable révolution communaliste et de la supériorité morale revendiquée, les principes avancés permettent l'énonciation d'un contre-modèle au baathisme d'État syrien. Ce dernier implique non seulement l'élargissement de la base sociale du mouvement, mais également l'extension du territoire censé lui être soumis. Les régions non kurdes de Manbij, Deir Ezzor et Raqqa, prises par les armes dans la cadre de la lutte contre l'Organisation de l'État islamique en Iraq et au Levant (Daesh), rejoignirent une grande fédération de Syrie du Nord sous contrôle des Forces démocratiques syriennes (FDS), l'armée arabo-kurde formée pour l'occasion et dominée par la milice kurde des YPG (Unités de protection du peuple). Cela, à la faveur de la lutte contre Daesh et du soutien consenti par les Américains dans ce cadre. Victimes directes des djihadistes, perçus comme partageant les intérêts stratégiques et les « valeurs » de l'Occident tout en étant assez peu susceptibles de se retourner contre lui, les Kurdes sont décrits comme les alliés régionaux les plus fiables dans la lutte contre cette menace.

Daesh : le piège ou l'opportunité ?

Daesh est-il responsable du coup d'arrêt donné à l'avènement des proto-souverainetés kurdes ? Profitant du conflit syrien et de l'indignation suscitée par les politiques sectaires du Premier ministre iraquien Nouri al-Maliki, Daesh, une organisation déjà ancienne et née de l'Organisation de l'État islamique en Iraq créée en 2006, connut un essor important à partir de 2013. Ce n'est qu'à cette période que les formations kurdes y furent confrontées. Les djihadistes menèrent dans l'été une offensive contre le Sinjar, région iraquienne habitée par des populations yézidies et contrôlée par le GRK bien que n'y étant pas rattachée. Daesh poursuivit sa

(30) Harriett Allsopp et Wladimir van Wilgenburg, *The Kurds of Northern Syria. Governance, Diversity and Conflicts*, Londres, I.B. Tauris, 2019, 241 p.

(31) Thomas Schmidinger, *Rojava: Revolution, War and the Future of Syria's Kurds*, Pluto Press, 2018 ; Olivier Grojean, *La Révolution kurde. Le PKK et la fabrique d'une utopie*, Paris, La Découverte, 2017, 256 p.

course vers la capitale du Kurdistan d'Iraq, Erbil. Dans le nord de la Syrie, l'organisation fit également le siège de la ville kurde de Kobane. Les pertes humaines et territoriales furent importantes dans un premier temps.

Par ailleurs, ces épisodes révélèrent la fragilité des constructions politiques kurdes. Les armées kurdes éprouvèrent de grandes difficultés à tenir leur position et d'autant plus à contre-attaquer. Le retrait des peshmergas du Sinjar a non seulement créé le doute quant aux capacités militaires du GRK, mais il a aussi suscité son discrédit chez certains habitants de la région se sentant abandonnés. Il était difficile de continuer à revendiquer le rattachement de cette zone au GRK comme c'était le cas jusqu'à présent. En outre, les administrations kurdes ne bénéficiaient au niveau local de l'appui d'aucun allié. La Turquie en particulier resta sourde aux appels au secours de Massoud Barzani au Kurdistan d'Iraq. Faute d'avoir contracté des alliances locales solides, notamment avec les forces syriennes libres, les unités de protection du peuple kurde (YPG) restaient dépendantes, en particulier en ce qui concerne la circulation, du bon vouloir du régime syrien, lequel n'avait aucune intention de renforcer l'assise du PYD/PKK. Les édifices autonomes, de même que les économies locales manquèrent de s'effondrer totalement. *In extremis*, les États-Unis et leurs alliés occidentaux sauvèrent la mise aux formations kurdes.

Cette période de crise évidente se révéla néanmoins salutaire dans une certaine mesure (32). Les contre-offensives menées avec l'appui des forces aériennes occidentales, permirent une expansion formidable des zones d'influence contrôlées par les Kurdes. Ainsi, les régions arabes de l'Est et du Nord syrien tombèrent dans l'escarcelle du PYD/PKK. La région de Kirkouk, en Iraq, qui abrite des réserves très importantes de pétrole, fut reprise par les peshmergas du PDK et de l'UPK. En outre, l'engagement militaire et diplomatique des pays occidentaux, sorte d'imprimatur implicite, permit de stabiliser les institutions et les économies des régions kurdes. Plus important encore, la phase de confrontation à Daesh, malgré les difficultés et la faiblesse manifestée, plaça les organisations kurdes dans une posture de projection de leur action vers l'extérieur tout en engageant les populations dans la défense de ces constructions politiques.

Passant du statut de victime sur la défensive au rôle d'acteur à l'attaque, elles réalisaient enfin leur héroïsme dans une victoire. Le début du XXI^e siècle a donc représenté pour les Kurdes à la fois le paroxysme et la sortie du romantisme : paroxysme du romantisme, par le sacrifice concédé dans la lutte contre Daesh, et sortie du romantisme, par l'avènement tout aussi douloureux de la *realpolitik*.

(32) Ofra Bengio, « Separated but connected: the synergic effects in the Kurdistan sub-system », in Gareth Stansfield et Mohammed Shareef (dir.), *The Kurdish Question Revisited*, op. cit., p. 77-93.

L'impasse

Au-delà de l'instabilité provoquée par Daesh, à partir de 2014, l'expansion kurde a connu un coup d'arrêt, voire un processus de reflux. En Turquie, dès 2015, le processus de paix engagé entre le gouvernement central et le PKK est entré dans une impasse. La guerre ouverte a repris dans le Sud-Est anatolien. Elle touche les populations civiles et les mouvements kurdes non armés, acteurs potentiels d'une réconciliation manquée. Nombre de maires et de députés du HDP sont toujours incarcérés. Des pans entiers de certaines villes (Diyarbakir, Nusaybin), théâtre d'affrontements entre l'armée et les insurgés kurdes des mouvements de jeunesse du PKK, ont été rasés (33).

En Iraq, la rupture avec l'État central iraquien était apparue au début 2014, avant l'offensive de Daesh, lorsque le gouvernement du Premier ministre Nouri al-Maliki avait cessé de verser la part du budget dévolue à la région autonome, en raison de contrats pétroliers signés de manière indépendante. En septembre 2017, au moment où la menace djihadiste semblait s'amenuiser, le GRK, sous l'égide de son président, Massoud Barzani, organisa un référendum sur l'indépendance du Kurdistan. Le vote est un succès électoral, autant du point de vue de la participation que des résultats, qui donnent le « oui » gagnant à 93% (34). Il s'agit néanmoins d'un camouflet politique. La totalité des partenaires du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), dont les États-Unis, désapprouvent l'initiative, malgré l'insistance du GRK sur son caractère exclusivement consultatif. En représailles, le gouvernement central iraquien met en place des mesures légales appuyées par une offensive militaire de l'armée fédérale et des milices chiïtes de la Mobilisation populaire (MP). Plusieurs villes de la plaine de Ninive, une partie de la région de Sinjar et la région de Kirkouk, alors sous contrôle des peshmegas, sont réoccupées par l'armée irakienne. Certains postes-frontières sont repris. Les vols à l'international depuis les aéroports d'Erbil et de Souleimaniyyeh, en région kurde, sont interdits. Massoud Barzani tire les conséquences de cet échec en cédant la place de président de la région autonome du Kurdistan à son neveu, Neçîrvan.

En janvier 2018, la Turquie lance une offensive dans le canton kurde d'Afrîn, à travers la frontière syrienne, en appui aux milices de l'opposition syrienne qui s'y installent. Les FDS, force militaire et politique dominée par le PKK et considérées comme une menace existentielle par la Turquie, s'en retirent sans grande résistance. Les troupes russes présentes sur le

(33) Mathieu Gosse, « Chroniques/Urbicide en cours au Kurdistan : Diyarbakir, de la ville-refuge à la ville-cible », *Urbanités*, mai 2016 (en ligne : <http://www.revue-urbanites.fr/chroniques-urbicide-en-cours-au-kurdistan-diyarbakir-de-la-ville-refuge-a-la-ville-cible/>, consulté le 6 mars 2020).

(34) Bill Park, Joost Jongerden, Francis Owtram et Akiko Yoshioka « On the independence referendum in the Kurdistan Region of Iraq and disputed territories in 2017 », *Kurdish Studies*, vol. V, n° 2, 2017, p. 199-214.

terrain, leurs alliés de l'armée syrienne, tout comme les forces américaines basées à Manbij laissent faire. Depuis, l'armée turque et ses affidées occupent la zone. À la faveur du retrait partiel des troupes américaines de la région, Recep Tayyip Erdoğan mène en octobre 2019 une offensive contre le canton de Djéziré, plus à l'Est, dans le but d'y établir une « zone de sécurité » et d'en chasser le PKK. Scellant une alliance de circonstance avec les troupes du régime de Bachar el Assad, ce dernier tente d'endiguer la pénétration de l'armée turque et surtout de ses supplétifs. La séquence semblait marquer la fin de la « révolution du Rojava ».

Les obstacles exogènes et structurels

Les difficultés des mouvements nationaux kurdes trouvent leur origine à la fois dans l'avènement de cette nouvelle position politique et géostratégique et dans les errements des stratégies mises en place par les mouvements politiques kurdes.

Tout d'abord du point de vue de l'architecture mise en place, les autonomies kurdes sont trompeuses. En Iraq, en dépit des apparences, le montage constitutionnel fédéral ne visait pas du tout à l'indépendance du Kurdistan (35). Tout au plus permettait-il d'établir une forme d'interdépendance donnant une position de force relative aux organisations kurdes vis-à-vis de l'État central. Par ailleurs, le gouvernement régional du Kurdistan d'Iraq se trouve, depuis son émergence, en situation de dépendance humanitaire, économique et militaire vis-à-vis de la Turquie et des pays occidentaux.

En Syrie, l'autonomie souhaitée par le PKK/PYD est totalement rejetée par le régime, dont la présence est encore très forte dans les zones théoriquement sous contrôle kurde. Les aéroports et des quartiers entiers des grandes villes de la Djéziré syrienne sont encore aux mains des services de sécurité syriens. De plus, cette situation de semi-autonomie de fait n'est entérinée par aucun accord à un niveau syrien, régional ou international.

En outre, la relative consolidation des bases kurdes ne permet plus les formes d'instrumentalisation transfrontalière des années 1980-1990. On voit certes se dessiner des alliances temporaires dans lesquelles des organisations kurdes jouent un rôle (Syrie, Iran, Iraq et PKK d'un côté, Turquie et PDK, de l'autre), mais la nouvelle capacité des mouvements kurdes à traduire leurs soutiens en avancée sur le terrain rend leurs puissants parrains régionaux beaucoup plus méfiants. En bref, il était plus intéressant pour l'Iran, l'Iraq, la Turquie et la Syrie de soutenir des guérillas condamnées à croupir de manière incertaine dans des maquis montagneux que de développer des relations officielles politiques et

(35) Rachel Kantz Feder, « The evolution of national identity and the constitution-drafting process in the Kurdistan-Iraq region », in Ofra Bengio (dir.), *The Kurdish Awakening...*, op. cit., p. 99-118 ; Francis Owtram, « The Kurdistan region of Iraq and the federal constitution: a perimeter plinth of state territorial integrity or a stepping stone to secession? », in Gareth Stansfield et Mohammed Shareef (dir.), *The Kurdish Question Revisited*, op. cit., p. 521-533.

commerciales avec des embryons d'États kurdes contestant de manière ouverte ou implicite leur domination sur d'autres zones à majorité kurde. L'épisode des offensives djihadistes contre les régions kurdes l'a bien démontré. À aucun moment l'État central syrien, prétendument allié du PYD/PKK, n'a contribué à desserrer l'étau de Daesh contre la ville de Kobane en 2015. De même, la Turquie d'Erdoğan, partenaire commercial et politique indéfectible de la région du Kurdistan d'Iraq, n'a pas levé le petit doigt contre l'organisation de l'État islamique aux portes d'Erbil à l'été 2014.

Les difficultés endogènes

La situation actuelle est donc objectivement extrêmement défavorable aux formations kurdes dans la région. On ne peut cependant pas l'imputer aux seules circonstances ou uniquement à l'hostilité des États environnants. Les problèmes rencontrés aujourd'hui par les mouvements nationaux kurdes sont également le résultat de choix effectués par leur direction et souvent antérieurs aux offensives de Daesh. Pour aller au plus simple, la permanence de conflits larvés ou ouverts entre les différentes organisations kurdes, pour des raisons qui tiennent bien plus aux intérêts personnels ou factionnels qu'à la mise en place d'un projet national réussi, reste un handicap sévère. L'antagonisme idéologique et stratégique entre les deux formations principales de la scène kurde, le PDK et le PKK, paraît oblitérer de manière durable l'aspiration pan-kurde à la création d'un État transfrontalier indépendant ou simplement à une coopération inter-kurde qui devrait apparaître comme naturelle. Ainsi, le GRK, qui partage sa frontière avec la zone contrôlée en Syrie par le PKK/PYD, n'a pas encore trouvé de solution pour la mise en place d'une prospérité commune avec son voisin. Au Kurdistan d'Iraq, la rivalité entre PDK, UPK et le parti d'opposition Gorran, qui en émane, a empêché la construction d'institutions kurdes unitaires. Elles restent encore largement bicéphales entre les autorités d'Erbil (PDK) et celles de Souleimaniyyeh (UPK). Cette situation facilite également l'ingérence de la Turquie et de l'Iran dans les affaires internes.

Les errements économiques, sociaux et politiques de ces organisations aujourd'hui identifiées comme seuls « maîtres à bord » dans leurs zones d'influence est également un élément fort du recul de leur légitimité. De manière générale, l'établissement de monopoles politiques et économiques dans les sphères kurdes a provoqué la marginalisation de certaines forces vives utiles à l'affermissement des sociétés. Nombre de Kurdes de Syrie ont dû quitter le pays pour éviter une rude conscription au sein des FDS ou parce qu'ils ne partageaient pas totalement la vision politique du PKK/PYD. Au Kurdistan d'Iraq, le népotisme fait des ravages, brisant les carrières de jeunes gens prometteurs. Par ailleurs, les idées de représentations démocratiques pluralistes, massivement affichées au sein des administrations autonomes kurdes de Syrie et d'Iraq, ne trouvent que

peu de traduction concrète dans les institutions et les pratiques politiques locales. S'appuyant sur des appareils sécuritaires puissants, les grands partis du GRK (PDK et UPK) mettent en minorité technique les formations d'opposition (Gorran et les partis islamistes). De son côté, le PKK, qui prétend n'être que l'émanation d'une société auto-organisée, développe une construction du champ politique à strates doubles : les cadres militaro-militants formés au sein du mouvement structuré de manière pyramidale assistent la société dans l'« autogestion » d'institutions et d'associations créées de toutes pièces.

Les options économiques adoptées par le PYD au Kurdistan de Syrie, dans la perspective du renforcement de son économie, bien que vertueuses du point de vue social et écologique, sont loin d'être efficaces. Entre 2012 et 2019, c'est le modèle militaro-humanitaire, avec de très fortes restrictions, qui a dominé. Seule la présence de quelques ONG, des organisations internationales (de manière discrète) et de troupes occidentales permettait de maintenir un semblant simili d'économie. Au Kurdistan d'Iraq, la bulle immobilière, la corruption endémique, l'orientation rentière et pétrolière, le sous-développement des installations de production (non-pétrolière) et la faiblesse des formations universitaires demeurent les grands défauts d'une économie séduite par les chimères du modèle dubaïote.

Enfin, la dynamique d'essor des mouvements kurdes décrite plus haut et bien identifiable depuis le début des années 2000 exclut totalement les Kurdes d'Iran. Il y a plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, la proximité entre la culture persane dominante en Iran et les attributs culturels – notamment linguistiques – des Kurdes locaux édulcore les effets de la violence symbolique d'État susceptible d'enclencher des formes de mobilisations politiques. De plus, le régime a fait montre d'une efficacité redoutable dans la répression des partis kurdes nés dans les années 1970. Leurs directions décapitées ou condamnées à l'exil, ces organisations ont perdu le lien avec leur base. Enfin, la branche locale du PKK, le PJAK, nouvellement arrivée sur la scène iranienne, a conduit une politique de relative bonne entente avec le régime, qui a en partie neutralisé sa marge de manœuvre.

L'extrême fragmentation du champ politique kurde, de même que l'exclusion des kurdes d'Iran (36) de la dynamique d'essor connu dans les autres Kurdistans a conduit certains commentateurs à interroger, à juste titre, les conditions de possibilité d'une indépendance kurde, à trancher sur un constat d'échec du nationalisme kurde, voire à annoncer la mort du pan-kurdisme. Ainsi, Adel Bakawan prophétise l'« implosion du Gouvernement régional du Kurdistan [d'Iraq] à moyen terme » (37).

(36) Abbas Vali, « Silence au Rojhelat : une étude de cas », in Hamit Bozarslan (dir.), *Les Kurdes : puissance montante*, *op. cit.*, p. 77-107.

(37) Adel Bakawan, « L'échec du nationalisme kurde : fragmentation, partisanisation, milicisation », *Confluences Méditerranée*, n° 100, 2017/1, p. 89-100, et « Kurdistan : l'indépendance en balance », *Politique étrangère*, 2017/4 (hiver), p. 41-51.

Bilan et perspectives

Le tableau peut paraître bien sombre. Il est en fait symptomatique du passage du romantisme des maquis à la réalité de la gouvernance, avec sa part de choix contestés et contestables. Car quel chemin accompli depuis que Mullah Mustafa Barzani jouait du Brno dans les montagnes du Kurdistan d'Iraq en 1961 ! Quelques semaines après que certains s'interrogèrent sur « la fin du moment kurde », la croissance économique et les avions décollaient à nouveau à Erbil et Souleymaniyyeh. Une loi budgétaire plutôt favorable au GRK était votée au Parlement iraquien. Après avoir affiché son amitié avec Recep Tayyip Erdoğan, Donald Trump maintenait une présence militaire minimale à l'est de la Syrie afin de « protéger le pétrole ». De manière générale, les organisations kurdes bénéficient encore de la faiblesse des acteurs politiques centraux environnants. D'un côté, la paralysie de l'État central iraquien, en proie à une contestation sociale importante et à une crise structurelle institutionnelle, de l'autre, la situation de tutelle politique et géostratégique du régime de Bachar el Assad vis-à-vis de la Russie pourrait assurer la survie des organisations kurdes. Outre la combinaison de ces éléments conjoncturels, un certain nombre de tendances de fond se dégagent.

Tout d'abord, un constat s'impose : en ces débuts de XXI^e siècle, le nationalisme kurde est plus vivace que jamais. Deux grands pôles politiques se détachent : d'une part, le GRK, où règne le PDK, et, d'autre part, la mouvance du PKK, qui domine les scènes kurdes en Turquie et en Syrie. Ces deux pôles politiques ont des lieux d'ancrage et jouissent d'atouts, de prérogatives et de marges de manœuvres différents.

Le GRK d'Iraq est un quasi-État qui contrôle de manière officielle environ 150 000 km² de territoire. Il possède un Parlement et des institutions politiques telles que des ministères. L'administration, les douanes, l'armée, la police, l'éducation, la planification urbaine et économique sont sous son autorité. Il s'est également doté d'un appareil diplomatique. Seules la monnaie, l'aviation civile et la téléphonie mobile restent des prérogatives de l'État central iraquien.

L'influence de la mouvance du PKK est, en revanche, beaucoup moins territorialisée et plus instable. Contrairement au GRK, le PKK ou ses avatars n'exercent nulle part leur domination de manière officielle. En Turquie, il n'a pu que briguer des mandats électifs par le biais de la vitrine légale du HDP, sans parvenir à établir les bases d'une autonomie reconnue. En Syrie, sa branche syrienne ne faisait que bénéficier du vide laissé par le régime sans jamais entériner les avancées politiques par une reconnaissance régionale ou internationale. Bien qu'il prétende ne plus revendiquer l'établissement d'institutions étatiques ou para-étatiques, celles-ci permettraient de consolider en partie les acquis de ces dernières années et d'éviter les reculades.

Il n'en reste pas moins que la mouvance du PKK constitue aujourd'hui une sorte d'État *offshore*. Ses ressources diplomatiques, économiques et humaines lui permettent d'agir sur une multitude de terrains. Ses troupes militaires et ses militants sont répartis dans toutes les régions du Kurdistan (Turquie, Syrie, Iraq, Iran) et déploient un éventail d'actions impressionnant, allant de la mobilisation politique des populations civiles à la guérilla urbaine, en passant par l'engagement militaire conventionnel ou le renseignement civil et militaire. Le PKK possède l'armée d'un État sans État. Faisant fi de la nécessaire reconnaissance politique et mettant en avant une supposée auto-organisation des populations, il mène, dans l'ensemble des domaines civils ou militaires, une politique du fait accompli. Dès qu'il peut s'implanter, le PKK le fait. Toujours de manière non officielle et parfois clandestine, le PKK s'est installé dans les montagnes de Qandil au Kurdistan d'Iraq, il recrute des militants en Iran, il mobilise les populations yézidiennes du Sinjar, il structure à son avantage la scène militante et culturelle kurde de Turquie, etc.

Les deux pôles politiques de la scène kurde (PKK et PDK) semblent aujourd'hui produire, pour le meilleur et pour le pire, une forme d'unification du champ politique kurde. C'est particulièrement vrai en Turquie, où le PKK parvient à fédérer toutes les sphères militantes kurdes. Le HDP, parti politique légal, devient une sorte de vitrine officielle du PKK. En Iraq, le PDK s'impose comme l'acteur principal chez les Kurdes, bénéficiant de l'affaiblissement total de l'UPK, qui ne compte plus la multitude des formations dissidentes et transfuges.

Alors que le PDK semble surtout vouloir renforcer l'expérience du GRK sur le territoire circonscrit de l'Iraq, le PKK adopte un mode d'action tous azimuts, tout en gardant pour objectif tacite principal le règlement de la question kurde en Turquie. Les deux mouvances (PKK et PDK), aux idéologies et aux stratégies divergentes et dont les zones d'influence sont bien délimitées, font preuve d'une très forte capacité de projection politique vers les domaines de leur rivale. Ainsi le PDK développe des succursales en Syrie, en Turquie et en Iran et le PKK mobilise en Iraq et en Iran. Cette interaction conflictuelle entre les deux pôles politiques a tendance à quadriller et à structurer le champ politique kurde transfrontalier. Par ailleurs, la rivalité entre PKK et PDK n'atteint plus les extrémités de la guerre fratricide qu'ils se menèrent dans les années 1990. De plus, le rejet total dans la population kurde d'Iraq des offensives turques contre le PKK en Turquie, en Syrie et en Iraq permet à ce dernier de jouir d'une marge de manœuvre discrète, mais assez importante au GRK, sans pour autant oblitérer l'alliance Turquie-PDK (38).

En dehors des organisations militantes et en dépit des divisions politiques et culturelles, les populations kurdes au niveau local et dans la diaspora se relient dans un infra-et un supra-espace public kurde.

(38) Ofra Bengio, « Separated but connected... », précité, p. 77-93.

L'histoire kurde et les aspirations nationales, de même que la territorialité du grand Kurdistan y sont sans cesse rappelés dans les centaines de milliers de journaux et revues kurdes et sur les ondes des milliers de télévisions et radios communautaires. Le discours nationaliste kurde et pan-kurdiste suscite toujours la très forte adhésion des populations. Bien que s'exprimant souvent dans une forme patriotique édulcorée, il prend le pas sur les agendas politiques vaguement pluralistes des organisations kurdes (projets kurdistaniens) ou des idéologies islamistes.

La kurdisation généralisée ou partielle des systèmes scolaires et administratifs locaux, alors que les institutions étatiques sont menacées, pourraient bien renforcer l'adhésion des populations au projet. Bien que stipulé dans toutes les constitutions irakiennes précédentes, l'usage du kurde avait souvent été mis en veilleuse. Il est aujourd'hui total au sein d'institutions différenciées du système central, à tel point que les nouvelles générations kurdes d'Iraq parlent peu et mal l'arabe. La logique qui a longtemps prévalu d'une domination arabe sur les sociétés kurdes se trouve en partie inversée au Kurdistan d'Iraq. Des déplacés arabes d'Iraq et des réfugiés arabes de Syrie doivent ainsi plier l'échine face à une administration locale et des services de sécurité inflexibles et rarement enclins à leur faciliter la tâche. Il ne fait aucun doute que le nouveau rôle politique et économique des Kurdes a eu un impact dans la revalorisation de leur image au sein du monde arabe. On pense notamment à la présence et même la victoire, quelque triviale soit-elle, de candidats kurdes chantant en kurde lors de l'émission de télé-crochet « Arab Idol ». La chose eût été inenvisageable dans les années 1990.

Certes, les Kurdes sont divisés, mais dans leurs divisions ils occupent le terrain. Servant éventuellement les intérêts des uns et des autres, ils parviennent à capter pour eux-mêmes des ressources matérielles et symboliques, dont la plus importante semble le statut pérenne d'intermédiaire, d'interlocuteur et d'acteur. Il s'agit surtout d'un moment fort de reconfiguration, où les Kurdes ont accédé à une visibilité et une agentivité inattendues.